

Préfet de Saône-et-Loire

N° chrono : 047

Date :

lundi 23 mars 2020

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION DU 18 FEVRIER 2020
Société THERMODYN – Le Creusot

N° S3IC : 0054.01153

Commune : *Le Creusot*

Visite :	administrative	programmée	annoncée	approfondie	Régime :	A
Priorité	à enjeux	Attributs S3IC n°1 :	Air			
		Attributs S3IC n°2:	Risques accidentels			

Liste des installations inspectées : l'extérieur du site

Référentiels de l'inspection :

- Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 15 juillet 2019
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mars 2019 (mise à jour des prescriptions du site).

Personnes rencontrées:

le directeur de l'établissement (partiellement)
la directrice de production (partiellement)
le responsable HSE
les coordinateurs HSE

Synthèse :

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de compresseurs et turbines à vapeur.

La visite d'inspection avait pour objet la vérification de certaines dispositions réglementaires dans les domaines de la prévention de la pollution atmosphérique et de la prévention des risques accidentels.

L'effectif du site est d'environ 450 personnes.

Globalement, il apparaît que les conditions d'exploitation et l'état des installations sont satisfaisants. Le site est propre. Au niveau de son organisation, l'exploitant dispose d'un service HSE adapté pour le suivi de son site dans le domaine de la prévention des risques.

En particulier, le groupe BAKER HUGUES (dont THERMODYN fait partie) affiche des objectifs clairement orientés vers la transition écologique, avec notamment la réduction de ses émissions CO₂ de 50 % pour 2020 (l'année de référence étant 2012) ainsi qu'une « neutralité carbone » d'ici 2030 (efficacité thermique des bâtiments, production d'électricité d'origine photovoltaïque, compensation carbone.....).

Concernant le site du Creusot, l'ensemble des constats effectués lors de l'inspection est repris dans le tableau annexé à la présente fiche.

1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex
www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

Les constats sont les suivants :

-Non conformité n°1 : le plan d'intervention établi par l'exploitant ne prend pas nécessairement en compte les entreprises voisines. Celui-ci doit donc être rendu cohérent avec celles-ci.

-Observation n°1 : quelques dépassements ponctuels aux valeurs limites d'émission (VLE) sont observés concernant les oxydes d'azote (NOx) sur certaines anciennes chaudières au gaz naturel.

-Observation n°2 : il est demandé à l'exploitant d'explicitier le faible taux de récupération du fluide R-134a pour l'année 2018, et d'indiquer les dispositions prises afin d'augmenter ce taux de récupération.

-Observation n°3 : pour le bordereau de suivi de déchets dangereux examiné concernant l'élimination du fluide R-134a, la date d'arrivée au sein de l'entreprise CALORIE FLUOR indiquée sur le bordereau est le 27 février 2019 (écriture manuscrite). A priori, il s'agirait d'une erreur de date. Il est demandé à l'exploitant (producteur du déchet et donc responsable de son élimination) de s'assurer de la bonne filière d'élimination des déchets et d'explicitier, et/ou de corriger la date d'arrivée et d'indiquer les dispositions prises, vis-à-vis des prestataires déchets.

-Observation n°4 : concernant l'avancement des travaux de substitution du fluide frigorigène R-134a, il est demandé à l'exploitant de nous faire un point d'étape sur les possibilités de substitution du gaz R134a (PRP de 1450), en indiquant les différentes solutions possibles, les délais potentiels, ainsi que les inconvénients des nouveaux produits utilisés, le cas échéant.

-Observation n°5 : concernant l'étude technico-économique de réduction des risques à la source, le délai fixé au 7 mars 2020 risquant d'être dépassé, indépendamment des circonstances de pandémie Covid 19, il est demandé à l'exploitant d'informer le préfet du non-respect de cette prescription avec tous les éléments justificatifs.

-Observation n°6 : une rencontre d'échange sur les plans d'intervention entre les différents industriels est prévue le 3 mars 2020 : il est demandé à l'exploitant de nous informer des dispositions prises suite à cette rencontre, celles-ci devant être en cohérence avec les prescriptions des différents AP d'autorisation. D'autre part, il serait souhaitable, dans la mesure du possible, d'effectuer un exercice en commun avec les exploitants des sites voisins, d'ici la fin d'année.



-Observation n°7 : concernant la boucle d'essai au méthane, le document transmis par l'exploitant n'indique pas clairement la présence de deux vannes automatiques redondantes, ainsi que le test périodique de celles-ci, ainsi que de la chaîne de transmission.

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Propositions de suites

- Constats à traiter par courrier

Le rédacteur	Le vérificateur et approbateur
 L'inspecteur de l'environnement	 Le chef de l'Unité Départementale de Saône-et-Loire